cnccfp
Commission nationale
des comptes de campagne
et des financements politiques

Décision du 6 juillet 2026

**Décision**

relative au compte de campagne de
M. Thierry MIGUEL, tête de liste,
Élection municipale générale
des 15 mars 2026 et 22 mars 2026

Circonscription : Limoges (Haute Vienne)

LA COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES

AU VU DES TEXTES ET DOCUMENTS SUIVANTS

- le code électoral et notamment les articles L. 52-11-1 et L. 52-15 ;
- le compte de campagne du candidat tête de liste, déposé le 20 mai 2026 ;
- les pièces justificatives fournies par le candidat tête de liste ;
- la requête n° 2600768-2 déposée contre l'élection devant le tribunal administratif de Limoges ;
- le signalement enregistré à la Commission le 23 juin 2026 ;
- le courrier adressé au candidat tête de liste : lettre n° 72055 LS en date du 15 juin 2026 et ses réponses reçues les 24 juin 2026 et 2 juillet 2026 ;
- le plafond des dépenses fixé pour la commune à 145 143 euros en ce qui concerne les listes présentes au premier tour.

SE FONDANT SUR CE QUI SUIT

Le compte de campagne fait apparaître un montant de dépenses déclarées de 84 201 euros et un montant de recettes déclarées de 95 826 euros dont 82 200 euros d'apport personnel.

Sur le signalement susvisé :

Des éléments d'informations concernant le compte de campagne de M. Thierry MIGUEL, tête de liste, ont été portés à la connaissance de la Commission. À l'issue de l'instruction, il apparaît que d'une part, les éléments concernant l'imputation de dépenses dans le compte ne sont pas suffisamment étayés et d'autre part, que les déplacements de représentants de formation politiques n'ont pas à figurer au compte de campagne. Il n'y a donc pas lieu de tenir compte de ces éléments pour l'examen du dossier.

Sur le montant des dépenses électorales et des recettes :

Le compte de campagne de M. Thierry MIGUEL, tête de liste, n'appelle pas d'observation au regard des dispositions du code électoral.

Sur le montant du remboursement et de la dévolution :

En application des dispositions de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le remboursement forfaitaire maximal auquel peut prétendre le candidat est égal au moins élevé des trois montants suivants : 47,50 % du plafond des dépenses applicable, soit 68 943 euros ; montant des dépenses de caractère électoral remboursables, soit 84 201 euros ; montant de l'apport personnel retenu pour le calcul du remboursement et diminué de l'excédent du compte de 11 625 euros, soit 70 575 euros ; par suite, le montant du remboursement dû par l'État doit être arrêté à la somme de 68 943 euros.

Le compte de campagne présente un solde positif de 11 625 euros inférieur au montant de l'apport personnel du candidat. En application des dispositions des articles L. 52-5 et L. 52-6 du code électoral, le solde du compte de campagne n'a pas à faire l'objet d'une dévolution.

... / ...

DÉCIDE :

- Article 1 : le compte de campagne de M. Thierry MIGUEL, tête de liste, est approuvé et s'établit comme suit :

en dépenses à 84 201 euros

en recettes à 95 826 euros

soit un excédent de 11 625 euros.

- Article 2 : le montant du remboursement dû par l'État est arrêté à la somme de 68 943 euros.

- Article 3 : il n'y a pas lieu pour le candidat tête de liste de procéder à une dévolution.

- Article 4 : le candidat a bénéficié d'un ou plusieurs prêts d'un ou plusieurs partis politiques dont le montant est pris en compte dans le remboursement arrêté par la Commission ; dès lors, le candidat devra justifier auprès de la Commission, le cas échéant, chaque année et en premier lieu à la date du 22 mai 2027, soit un an après la date limite de dépôt des comptes, du remboursement de ce ou ces prêts dans les conditions prévues au contrat.

Délibéré par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans la séance du 6 juillet 2026 où siégeaient M.Christian CHARPY, président, Mme Catherine DÉMIER, vice-présidente, M.Michel DELPUECH, Mme Blandine FROMENT, MM. Patrick GANDIL, Denis JARDEL, Philippe LAGAUCHE, Mmes Francine MARIANI-DUCRAY, Catherine PÉRIN.

Pour la Commission,
Le président

Christian CHARPY